



*Ouagadougou, le 26 juin 2026*

## **COMMUNIQUE**

Le Gouvernement du Burkina Faso porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale qu'il a pris la décision de rompre ses relations diplomatiques avec la République Française pour compter de ce jour 26 Juin 2026.

Cette décision fait suite à une évaluation approfondie de l'état actuel des relations bilatérales entre le Burkina Faso et la France. En effet, les conditions indispensables à la promotion de relations fondées sur le respect mutuel, la confiance réciproque, le respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures et de la souveraineté nationale, ne sont plus réunies.

Cet état de fait se traduit entre autres par un activisme incessant du régime en place en France contre les intérêts du Burkina Faso, des ambitions néocoloniales affichées avec le soutien actif à des réseaux subversifs et aux terroristes qui endeuillent notre pays et le Sahel, la perfidie et la partialité des discours et des opinions sur notre pays pour en faire un paria de la communauté internationale.

Face à ces visées impérialistes de domination de notre pays et d'asservissement de notre peuple, nous avons fait le choix de la responsabilité et de la souveraineté. Le Gouvernement tient à souligner que cette décision ne remet nullement en cause les liens historiques, humains, culturels et sociaux qui unissent les peuples burkinabè et français. Elle vise exclusivement le cadre institutionnel des relations entre les deux États au plan diplomatique.

Le Gouvernement rassure l'opinion nationale et internationale de sa volonté et de son engagement à assurer la protection des ressortissants auxquels il réaffirme son hospitalité ainsi que la préservation de leurs intérêts. Il invite l'ensemble des citoyens à faire preuve de responsabilité, de retenue et de civisme vis-à-vis des ressortissants français et de l'ensemble des expatriés vivant sur le sol burkinabè, dans le strict respect des lois de la République.

Le Gouvernement réaffirme sa détermination à poursuivre une politique étrangère indépendante, fondée sur la diversification de ses partenariats, le renforcement de la coopération Sud-Sud, le développement de relations équilibrées avec tous les États et la promotion de la paix, de la sécurité et du développement durable.